

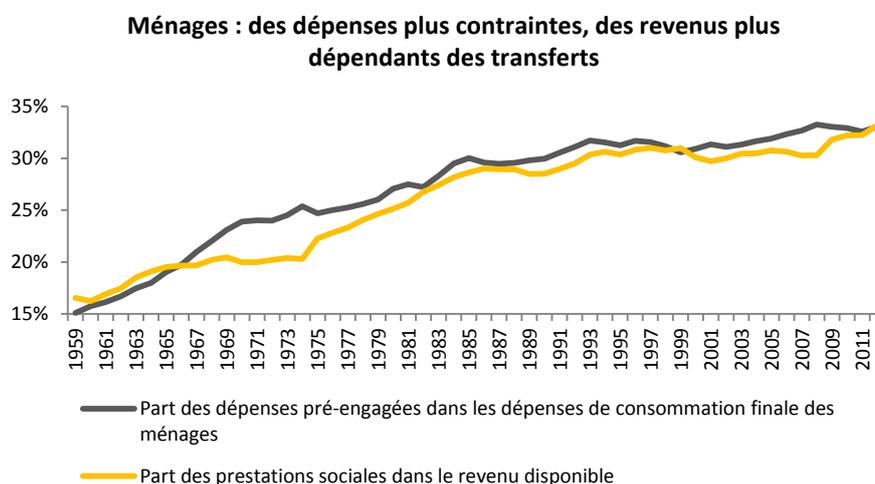
## L'évolution de la consommation des ménages en France

Vendredi 31 janvier 2014

Les dépenses de consommation des ménages représentent près de 56 % du PIB. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Le profil de consommation des ménages a-t-il évolué au cours des dernières décennies ? Telles sont les questions abordées par le présent flash.

### 1. Revenu disponible, consommation effective... : de quoi parle-t-on ?

Au plan macroéconomique, différents concepts sont employés pour qualifier les revenus et la consommation des ménages. Le **revenu disponible brut** est le revenu à la disposition des ménages pour consommer et épargner. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité, des revenus du patrimoine et les prestations sociales, auxquels sont soustraits les impôts directs et les cotisations sociales. L'évolution du **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut rapporte l'évolution du revenu disponible brut à celle du prix des dépenses de consommation des ménages. Pour se rapprocher d'une notion plus individuelle du pouvoir d'achat, sa progression est rapportée à des unités démographiques (personne, ménage, unité de consommation). Un **revenu disponible « arbitrage »**, plus proche du ressenti des ménages, est aussi calculé. Il est obtenu en retranchant au revenu disponible brut un ensemble de dépenses de consommation « pré-engagées », soit les dépenses réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme (logement, gaz, électricité, télécommunications, télévision, assurance et services financiers). Deux agrégats retracent l'évolution de la consommation des ménages : les dépenses de **consommation finale**, que les ménages supportent directement, et la **consommation effective** des ménages qui comprend, en outre, les dépenses « individualisables » à leur profit financées par les administrations publiques et les ISBLSM<sup>1</sup> (dépenses d'éducation et hospitalières, remboursements des soins de ville, allocations logement).



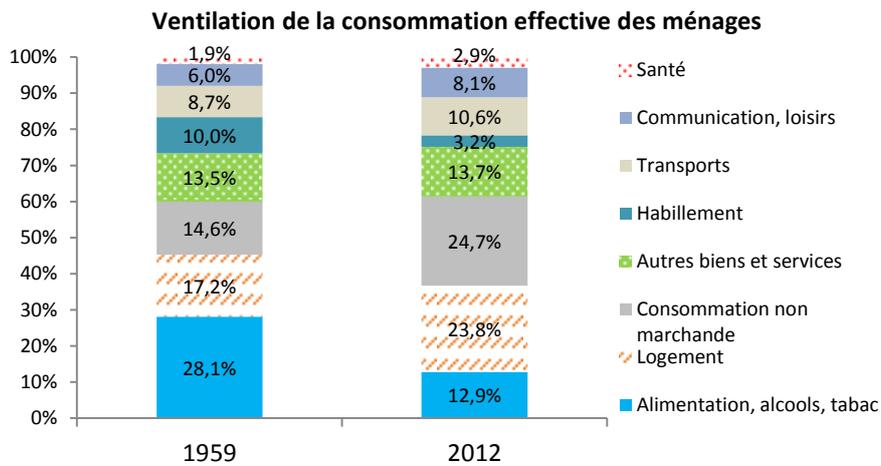
Source : Afep à partir d'INSEE.

L'analyse des données de l'INSEE depuis plus d'un demi-siècle fait apparaître deux faits saillants notables : d'une part, **une multiplication par deux** de la **part des dépenses pré-engagées** dans les dépenses de consommation finale des ménages et, d'autre part, une progression équivalente du ratio **prestations sociales sur revenu disponible** (chaque ratio affichant une valeur d'environ 33 % en 2012). Ceci reflète l'importance des mutations à l'œuvre, notamment le renchérissement de l'immobilier (y compris effet qualité) et la montée en puissance de l'économie des services tout comme l'expansion du système de protection sociale, à la fois par l'élargissement de son périmètre mais également par un effet de masse concernant les bénéficiaires (retraités). La consommation est ainsi devenue plus rigide et les revenus plus dépendants des transferts, en même temps que les prélèvements sur les revenus augmentaient.

<sup>1</sup> Institutions sans but lucratif au service des ménages (associations, fondations, syndicats...).

## 2. Les grandes mutations de la consommation des ménages

Au cours des cinquante dernières années, le **volume de consommation par habitant a été multiplié par trois**<sup>2</sup>. Deux périodes peuvent être schématiquement distinguées : celle allant de l'après deuxième guerre mondiale jusqu'au milieu des années 70, où la forte croissance économique s'appuya sur la consommation de masse des ménages, dont le pouvoir d'achat progressait vivement (plus de 4 % par an), puis la période post-premier choc pétrolier, où le ralentissement de la croissance du revenu disponible fut réel, même si la consommation demeura allante grâce au repli du taux d'épargne des ménages jusqu'à la fin des années 80. En cinquante ans, le **profil de la consommation a fortement évolué**, grâce à la progression du pouvoir d'achat mais également en raison des mutations plus profondes de la société (progression du temps libre, urbanisation, modification des structures familiales...). Ainsi, les **parts de l'alimentation et de l'habillement ont été réduites** au profit des transports, de la santé, des dépenses de communication et, surtout, du **logement**. En outre, la part de la consommation des ménages prise en charge par les administrations publiques a progressé, ce qui est cohérent avec la hausse des dépenses publiques.



Source : Afep à partir d'INSEE.

La **déformation de la structure du budget** des ménages s'explique avant tout par un **effet prix** : sur longue période, les prix des services ont été plus dynamiques que ceux des produits manufacturés en raison de l'écart en matière de gains de productivité, structurellement plus élevés dans l'industrie<sup>3</sup>. Si ces grandes mutations peuvent parfois suggérer un basculement dans une économie de services immatérielle, il semble prématuré de conclure à la fin complète de l'achat de biens dans la mesure où la baisse de leur coût tend à privilégier l'achat de renouvellement à la réparation. Sur une période plus récente, la structure moyenne de la consommation semble se stabiliser, même si certaines tendances sont à relever : ainsi, la **baisse continue de la part de l'alimentation dans le budget des ménages semble interrompue** depuis 2007, notamment pour les plus modestes. A la question « *Si vos ressources actuelles augmentaient de 10 % que feriez-vous en priorité avec cet argent ?* », les deux postes qui ont le plus progressé en six ans sont l'alimentation (ménages modestes) et l'épargne (tous les ménages).

\*\*\*

*En cinquante ans, la consommation des ménages a profondément évolué. La progression dynamique du pouvoir d'achat au cours des Trente glorieuses a porté la croissance économique. Toutefois, imaginer relancer l'activité en 2014 par une politique volontariste en faveur de la consommation serait une erreur. En effet, le sentiment général d'érosion du pouvoir d'achat semble avant tout s'expliquer par la hausse des dépenses « contraintes ». La question n'est donc pas tant « d'augmenter le pouvoir d'achat » que de libérer des marges de manœuvre en faisant baisser certaines dépenses incompressibles (immobilier).*

<sup>2</sup> Voir « *La consommation des ménages depuis cinquante ans* », Dossiers de l'INSEE, 2009, et l'INSEE première n° 1458 (juillet 2013).

<sup>3</sup> Effet dit « Balassa-Samuelson » (1964). En résumé, une hausse de la productivité industrielle augmente les salaires dans ce secteur, puis dans l'ensemble de l'économie, or cette hausse salariale est supérieure à celle de la productivité dans le secteur des services, d'où une hausse des prix dans ce dernier supérieure à celle du reste de l'économie.